



*Ville de Pontivy*

## **Extrait du registre des délibérations**

### **Convention pour l'entretien, la réparation et la mesure de débit/pression des bouches et poteaux d'incendie communaux**

DEL-2016-006

**Numéro de la délibération :** 2016/006

**Nomenclature ACTES :** Domaine de compétence, voirie

**Information relative à l'environnement :** non

**Date de réunion du conseil :** 25/01/2016

**Date de convocation du conseil :** 19/01/2016

**Date d'affichage de la convocation :** 25/01/2016

**Début de la séance du conseil :** 19 heures

**Présidente de séance :** Mme Christine LE STRAT

**Secrétaire de séance :** Mme Émilie CRAMET

**Étaient présents :** M. Philippe AMOURETTE, M. Laurent BAIRIOT, M. Christophe BELLER, M. Loïc BURBAN, Mme Émilie CRAMET, Mme Marie-Madeleine DORÉ-LUCAS, M. Jean-Pierre DUPONT, Mme Chantal GASTINEAU, Mme Stéphanie GUÉGAN, Mme Annie GUILLEMOT, M. Michel GUILLEMOT, M. Georges-Yves GUILLOT, M. Michel JARNIGON, M. Hervé JESTIN, Mme Madeleine JOUANDET, Mme Elisabeth JOUNEAUX-PÉDRONO, Mme Laurence KERSUZAN, Mme Véronique LE BOURJOIS, Mme Emmanuelle LE BRIGAND, M. Daniel LE COUVIOUR, Mme Alexandra LE NY, Mme Christine LE STRAT, Mme Maryvonne LE TUTOUR, Mme Sylvie LEPLEUX, Mme Laurence LORANS, M. Yann LORCY, M. François-Denis MOUHAOU, M. Jacques PÉRAN, M. Yvon PÉRESSE, Mme Soizic PERRAULT, M. Eddy RENAULT, M. Eric SEGUET.

**Était représenté :** M. Alain PIERRE par M. Hervé JESTIN

# **Convention pour l'entretien, la réparation et la mesure de débit/pression des bouches et poteaux d'incendie communaux**

## **Rapport d'Alexandra LE NY**

En l'application de l'article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la responsabilité de la défense en eau contre l'incendie relève des pouvoirs de police du Maire et les dépenses afférentes à ce service, notamment l'entretien des prises d'incendie, ne doivent pas être imputées dans la comptabilité du service de distribution publique d'eau potable.

Soucieuse de conserver les équipements de lutte contre l'incendie en bon état de fonctionnement, la Commune a décidé de confier à la SAUR, l'entretien des poteaux et bouches d'incendie communaux.

Les poteaux et bouches d'incendie font partie du patrimoine communal, au-delà du joint aval de la vanne d'arrêt située immédiatement en amont de l'hydrant.

De plus, la Commune souhaite que la Société effectue des mesures de pression et de débit pour évaluer la conformité des poteaux d'incendie au regard des circulaires interministérielles du 10 décembre 1951 et du 9 août 1967.

La définition et le détail des modalités de cette mission figurent sur la convention jointe à la présente délibération.

### **Nous vous proposons :**

- d'approuver cette convention et d'autoriser Madame La Maire à la signer.

**La délibération est adoptée à l'unanimité.**

**Fait à Pontivy, le 26 janvier 2016**

**LA MAIRE  
Christine LE STRAT**

**Transmise au contrôle de légalité le :**

**Publiée au recueil des actes administratifs le :**

**Certifiée exécutoire**

**LA MAIRE  
Christine LE STRAT**

**DEPARTEMENT DU MORBIHAN**

**COMMUNE DE PONTIVY**

**CONVENTION**

**POUR L'ENTRETIEN, LA REPARATION ET LA MESURE  
DE DEBIT/PRESSION DES BOUCHES ET POTEAUX  
D'INCENDIE COMMUNAUX**

## Sommaire

<b>ARTICLE 1 –</b>	<b>DEFINITION DE LA MISSION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 -</b>	<b>REMUNERATION DE LA SOCIETE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 -</b>	<b>INDEXATION DE LA REMUNERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 -</b>	<b>TRAVAUX DE REPARATION.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 -</b>	<b>MODE DE REGLEMENT .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 -</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 -</b>	<b>PRISE D'EFFET – DUREE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 -</b>	<b>INSTALLATIONS PRIVEES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9 -</b>	<b>INVENTAIRE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 -</b>	<b>RESPONSABILITES DU MAIRE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 -</b>	<b>LIMITES DE RESPONSABILITE DE LA SOCIETE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 12 -</b>	<b>ELECTION DE DOMICILE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13 -</b>	<b>LITIGE.....</b>	<b>9</b>

**ENTRE :**

La Commune de PONTIVY, représentée par son Maire, Madame Christine LE STRAT dûment accréditée à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du désignée dans ce qui suit sous l'appellation "la Commune".

D'une part,

**ET :**

SAUR, Société par Actions Simplifiées au capital de 101 529 000 Euros, inscrite au registre du commerce de VERSAILLES sous le numéro 339 379 984, dont le siège social est 1, rue Antoine Lavoisier – 78280 GUYANCOURT représentée par Monsieur Emmanuel DURAND, Directeur Régional MORBIHAN, désignée dans ce qui suit sous l'appellation "la Société",

D'autre part,

**IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIV**

En application de l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la responsabilité de la défense en eau contre l'incendie relève des pouvoirs de police du Maire et les dépenses afférentes à ce service, notamment l'entretien des prises d'incendie, ne doivent pas être imputées dans la comptabilité du service de distribution publique d'eau potable.

Soucieuse de conserver les équipements de lutte contre l'incendie en bon état de fonctionnement, la Commune a décidé de confier à la Société SAUR, l'entretien des poteaux et bouches d'incendie communaux.

Les poteaux et bouches d'incendie font partie du patrimoine communal, au-delà du joint aval de la vanne d'arrêt située immédiatement en amont de l'hydrant.

D'autre part, la Commune souhaite que la Société effectuée des mesures de pression et de débit pour évaluer la conformité des poteaux d'incendie au regard des circulaires interministérielles du 10 décembre 1951 et du 9 août 1967.

## **ARTICLE 1 – DEFINITION DE LA MISSION**

### **A – ENTRETIEN DES POTEAUX ET BOUCHES D'INCENDIE**

La Société effectuera aux fréquences définies, les opérations d'entretien suivantes :

#### **Tous les ans :**

##### ***Poteaux et bouches incendie***

- Vérification du fonctionnement mécanique :
  - du jeu de presse étoupe ou joint de tête de poteau,
  - des boulons de serrage,
  - du carré de manœuvre,
- Marquage des poteaux posés après la date d'effet de la présente prestation selon la numérotation définie par les Services incendie ;
- Vérification du fonctionnement du système de vidange (incongélabilité) avec intervention dans le cadre des travaux (article 4) à la demande de la commune.

Cette prestation d'entretien peut être provoquée hors période suite à un diagnostic fait par les services de défense incendie. Celle-ci sera alors facturée au même titre que les entretiens programmés.

#### **Sont exclus des prestations de la Société :**

- Brossage et peinture des poteaux d'incendie.

#### **Tous les ans :**

- La rédaction d'un rapport des travaux effectués, établi au plus tard le 31 décembre de l'année.

Ce rapport précisera notamment :

- L'inventaire des équipements : tableur, cartographie informatisée à une échelle  $\leq 1/10\ 000^{\text{ième}}$ ) et coordonnées GPS ou LAMBERT II (avec une précision à 10 mètres près),
- L'entretien effectué par poteaux et bouches d'incendie (y compris les entretiens hors périodes triennales), et le cas échéant les travaux de réparation effectués dans le cadre de l'article 4, avec dates d'intervention,
- Le cas échéant les réparations restant à réaliser.

En effet, il appartiendra à la Société de signaler à la Commune, dès constatation, les appareils nécessitant des réparations sortant du cadre de la mission d'entretien, ainsi que les modèles trop anciens ne présentant plus de pièces de rechange disponibles sur le marché.

Les travaux d'entretien forfaitaires ne concernent pas les réparations consécutives à des causes accidentelles (exemple : accident de la circulation) ni au mauvais usage des prises d'incendie par des personnes non autorisées par la Commune, ni à des vols. Ces réparations seront en conséquence, prises en charge par la Commune, sur présentation d'un devis réalisé par la Société.

## **B – MESURE DE DEBIT**

La Société effectuera une mesure de débit et de pression sur les poteaux et bornes incendie chaque année, la mesure sera effectuée sur un tiers du parc existant.

Cette mesure sera faite ponctuellement, à une date donnée, elle représente la mesure faite, poteau d'incendie ouvert, après stabilisation de la pression. Les mesures de débit et de pression qui seront reportées sont celles observées après stabilisation.

La mesure effectuée ne garantit aucunement que le poteau soit capable de tenir le débit et la pression enregistrés le reste de l'année ; elle correspond à une configuration de réseau d'alimentation qui est celle du moment de la mesure. Elle ne permet donc de statuer que sur la conformité du poteau au moment de la mesure et non avant ou après. La Collectivité demeure donc seule responsable, à l'exclusion de la responsabilité du prestataire, de la non-conformité de débit ou de pression résultant des données de la mesure effectuée.

Les résultats seront consignés sur le rapport annuel prévu ci-dessus. Ils seront transmis simultanément au Service Départemental d'Incendie (SDIS).

La Société assumera les conséquences induites par les manœuvres de poteau sur l'alimentation en eau potable (dégradation éventuelle de qualité d'eau, baisse de pression sur le réseau) effectuées par ses soins.

## **ARTICLE 2 - REMUNERATION DE LA SOCIETE**

En contrepartie des charges supportées par la Société, et en application de l'article 1, celle-ci facturera à la Commune, après l'acceptation des présentes, une rémunération forfaitaire annuelle appliquée à la totalité du parc d'hydrants existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année :

Par poteau d'incendie (avec mesure de débit)

**Po = 35,00 € HT**

Cette rémunération s'entend hors taxe, au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### **ARTICLE 3 - INDEXATION DE LA REMUNERATION**

Les rémunérations de base définies à l'article 2 ci-dessus sont établies hors taxes au 1<sup>er</sup> octobre 2015 et seront révisées annuellement suivant la formule ci-après :

$$P = P_0 \left( 0,10 + 0,60 \frac{S}{S_0} + 0,30 \frac{FD}{FD_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = prix de base

S<sub>0</sub> = indice du coût horaire du travail révisé tous salariés (ICHTrev-TS) hors effet CICE, base 100 en décembre 2008, valeur connue le 1<sup>er</sup> octobre 2015, soit :  
..... 118  
Site internet INSEE le 08.07.2015

FD<sub>0</sub> = indice Frais Divers, valeur connue le 1<sup>er</sup> octobre 2015, soit  
..... 101,3  
MTPB 5835 du 25.09.2015

Les valeurs d'ajustement des paramètres S et FD seront celles connues au 1<sup>er</sup> octobre pour le calcul de la rémunération de la Société applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

Dans le cas où l'un des paramètres définis ci-dessus cesserait d'être publié, les parties se mettent d'accord pour lui substituer un ou des paramètres équivalents qui feraient l'objet d'un échange de lettres avec accusé réception.

### **ARTICLE 4 - TRAVAUX DE REPARATION**

Toute prise d'incendie nécessitant une réparation, un renouvellement, un déplacement d'implantation (prestation non comprise dans l'entretien forfaitaire – article 1) fera l'objet d'une communication à la Commune par l'établissement d'un devis réalisé par la Société.

Ces travaux de réparation seront effectués dans le délai d'un mois suivant la réception de l'ordre de service émis par la Commune, au vu du devis, sauf à la Société de signaler à la Commune les difficultés qu'elle pourrait rencontrer dans l'approvisionnement des pièces nécessaires. Dans ce cas, la Société disposera de 15 (quinze) jours après réception des pièces pour procéder à la réparation.

La mission d'assistance technique apportée par la Société n'engagera sa responsabilité que dans la mesure où les travaux de réparation à effectuer lui auront été demandés par la Commune et où ceux-ci n'auraient pas été effectués dans les délais impartis.

Les travaux de réparation n'incluent pas l'installation de nouveaux poteaux d'incendie sur le réseau.



## **ARTICLE 5 - MODE DE REGLEMENT**

La Société établira des mémoires annuels, au plus tard le 31 décembre de chaque année.

La Collectivité s'acquittera des sommes dues suivant les délais légaux en vigueur, par virement au compte suivant :

SOCIETE GENERALE AGENCE RG ENTREPRISES (03764)	
IBAN	FR76 3000 3011 6300 0204 1790 794
BIC – ADRESSE SWIFT	SOGEFRPP

Passé ce délai, la Société percevra des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013).

## **ARTICLE 6 - PENALITES**

La Société doit intervenir dans les délais impartis à l'article 4 pour procéder aux réparations ne nécessitant pas d'intervention sur le réseau ou sur le génie civil. En cas de dépassement du délai, et après mise en demeure préalable, la Commune pourra procéder à la retenue d'une rémunération annuelle par appareil concerné.

En cas de non intervention dans les délais impartis et après mise en demeure restée sans effet, la Commune pourra procéder, aux frais de la Société, au dépannage nécessaire.

## **ARTICLE 7 - PRISE D'EFFET – DUREE**

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date à laquelle elle aura acquis son caractère exécutoire.

Elle prendra effet à compter 1<sup>er</sup> janvier 2016

Elle est conclue pour une durée de 1 an à compter de sa prise d'effet, renouvelable une fois.

## **ARTICLE 8 - INSTALLATIONS PRIVEES**

La présente prestation ne concerne pas des poteaux d'incendie privés systématiquement équipés de compteurs et entretenus aux frais des propriétaires.

## **ARTICLE 9 - INVENTAIRE**

La Société prend en charge les 158 poteaux d'incendie et les 3 bouches d'incendie recensés à la date d'effet de la présente prestation.

La Collectivité communiquera à la société toutes les modifications pouvant intervenir sur cet inventaire.

En particulier, la Société devra être informée par la Collectivité de toute nouvelle adjonction qui ne lui aurait pas été confiée précédemment ; la Société devra alors procéder à un essai et une mesure de débit du nouvel hydrant dans un délai de 15 jours. Le résultat sera transmis à la Collectivité et au SDIS.

## **ARTICLE 10 - RESPONSABILITES DU MAIRE**

Il est rappelé que la responsabilité de la commune est engagée en cas de défaut de réparation des poteaux ayant entraîné des difficultés lors d'un sinistre. Sa responsabilité est engagée en cas de défaut de débit ou de pression.

Il est rappelé que les prises d'incendie sont installées à la demande de la Commune et exclusivement pour la lutte contre l'incendie. A ce titre, elles ne sont pas équipées de compteurs et la Commune ou tout autre utilisateur n'est pas autorisé à les utiliser de façon ordinaire. Le SDIS et le service des eaux sont seuls habilités à l'utilisation des prises d'incendie (défense incendie, essai technique, purges de réseau).

L'entretien des abords des poteaux et bouches d'incendie est de la responsabilité de la Commune.

## **ARTICLE 11 - LIMITES DE RESPONSABILITE DE LA SOCIETE**

La Société ne pourra être tenue responsable des conséquences d'un dysfonctionnement des appareils que si celui-ci provient d'un défaut d'entretien qui lui serait imputable. En particulier, les causes suivantes ne pourront pas être retenues contre elle :

- Appareil non encore réparé, mais dont la défectuosité a été signalée à la Commune (sauf non respect de la Société sur le délai d'intervention défini à l'article 4),
- Dégâts provoqués par un tiers, y compris par les agents du SDIS,
- Dégâts d'origines météorologique ou accidentelle, ainsi que les mouvements de sol,
- Non-conformité de débit/pression réglementaire suite à l'analyse effectuée suivant les modalités définies à l'article 1B.

En cas de constatation par la Société de la mise hors service d'un poteau, la société devra signaler les faits à la Collectivité et aux services incendies sous 48 heures.

## **ARTICLE 12 - ELECTION DE DOMICILE**

La Commune fait élection de domicile en Mairie de PONTIVY – 8 rue François Mitterrand – 56306 PONTIVY CEDEX

La Société fait élection de domicile 23 bis rue de la Gare 56690 LANDEVANT.

## **ARTICLE 13 - LITIGE**

Toute contestation qui surviendrait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente prestation sera soumise à la juridiction compétente.

Préalablement à cette instance contentieuse, les Parties se rapprocheront afin de tenter de résoudre ces difficultés à l'amiable.

A PONTIVY

Le ..

LA COLLECTIVITE,  
Le Maire  
Christine LE STRAT

A LANDEVANT

Le 21 décembre 2015

LA SOCIETE,  
Le Directeur Régional Morbihan  
Emmanuel DURAND